Le Gueuloir N°4
Juin 2019 - Le journal des gueulard·e·s stéphanois·e·s qui rue dans les brancards

QUE LA LUTTE CONTINUE !

Cela fait déjà plus d'un an que nous vous écrivons à travers les lignes du Gueuloir ! Prenant vie suite à l'occupation de l'amphi E01 durant les mobilisations contre la loi Vidal, notre papelard a dorénavant bien évolué avec à son compte 4 numéros, 1 hors-série, une page Facebook et une rubrique sur le Numéro Zéro ! A la fois outil d'expression et d'information libres et indépendantes, le Gueuloir nous aura aussi permis de faire de nombreuses rencontres enrichissantes, que ce soit en manif, en interview, sur le net… Alors un grand merci à tous nos lec-teurs-trices, aboné.e.s, ami.e.s et compagnon.ne.s pour votre soutien !

Dans ce numéro, que vous remarquerez plus long que d'habitude, nous n'avons malheureusement pas pu beaucoup traiter de l'évolution du mouvement des Gilets Jaunes. Un mouvement qui plutôt que de s'essouffler (comme le crient haut et fort les mass-médias du capital) tend à évoluer sous d'autres formes/modes d'actions (blocages de l'économie, le G7 qui se prépare…). Car la rage issue de la misère ne cessera de s'exprimer tant que cette dernière s'imposera ! Pour un bon moment encore !

Mais depuis quelques mois, depuis la fin de la trêve hivernale exactement, une autre lutte se poursuit activement et à Saint-Etienne particulièrement : la lutte pour le logement. Effectivement dans notre ville contenant pas moins de 13 000 logements vides, ce sont des centaines de migrants et autres SDF que l'État, la préfecture, la mairie abandonnent à leur sort et condamnent chaque année. Bafouant ainsi les devoirs qui sont les leurs, les droits de l'Homme, et la dignité humaine. Mais cette année une dynamique militante s'est créée avec entre autres l'occupation de la bourse, la création d'un collectif, des réquisitions citoyennes, ouvertures de squats, des procès gagnés… Alors Evans Richard, Gaël Perdriaud et leur police n'ont qu'à bien se tenir ! Contre toutes les injustices, les discriminations et les frontières : place à la riposte populaire !
Enfin nous avons vu un peuple qui se lève.

Des jeunes et des moins jeunes, qui se lèvent (ou plutôt se réveillent) pour réclamer une justice climatique ! Contre le capitalisme et son système mortifère, menant inévitablement à un prochain effondrement généralisé, des millions de personne ont battu le pavé pour protéger ce qui reste de notre environnement, pour réclamer une justice climatique et créer un autre monde.

A cela s'ajoute la lutte contre l'IDEX, contre le tout sécuritaire à Saint-Étienne et ailleurs, contre les CRA… Dans ce climat de contestation croissante on en a des sujets à traiter ! Alors c'est parti pour ce numéro 4, bonne lecture et que la lutte continue !

Les Gueulard.e.s ■

RECAPITULATIF DU COLLECTIF DE LA BOURSE DU TRAVAIL

RECAPITULATIF DES EVENEMENTS

Mercredi 20 mars: Inauguration de la Biennal du desin de Saint-Etienne «Me you nous, Créons un terrain d'entente»... De nombreuses lettres au maire, Gael Perdriau et au préfet envoyées par diverses associations et ONG les alertant sur la situation catastrophique des personnes après la fermeture des logements d'hiver sont envoyées: il n'y a eue aucun dialogue possible.

Jeudi 21 mars: Expultion de la Maison bleue qui hébergeait une dizaine de familles.

Mercredi 27 mars: Tentative d'ouverture d'un bâtiment vide au 36 rue des Armuriers. Sous les injures violents des voisins et suite à l'intervention de la police (gazage des personnes à l'intérieur), l'occupation est abandonée.

Dimanche 31 mars: Fin de la trêve hivernale. L'hébergement d'urgence situé dans une ancienne résidence de personnes agées (les Lauriers) dans le quartier de la Métard est fermé: 80 personnes à la rue.

LE «SIEGE» DE LA BOURSE: DU 1ER AU 12 AVRIL

Lundi 1ER avril: occupation de la Bourse du Travail

Mercredi 2 avril: La mairie dépose une plainte contre cet hébergement d'urgence. Le 115 commence à envoyer des personnes à la Bourse

ACTION: rassemblement devant l'Hotel de Ville le 3 avril
ACTION: rassemblement Place Jean Jaurès le 5 avril

Vendredi 12 avril: expultion à 6h, alors qu'il était prévu et entendu que la Bourse soit libéré à 9h et que les services sociaux prennent en charge les familles. Plus tard, seulement quelques personnes obtiennent des nuits d'hôtel.

LA DEBACLE DE L'UNIVERSITE DU 12 AU 14 AVRIL

Vendredi 12 avril: Les personnes mises a la rue le matin et non relogées trouvent refugent dans un bâtiment de l'Université Jean Monnet (Campus de Treffilerie)

Dimanche 14 avril: Expultion à la demande de Michèle Cottier, présidente de l'Université (13 fourgons de CRS présent, 2 camions bennes, escortés par la police, emporetent atelas, couvertures et autre effets personnelles à la déchetterie. La police demeure sur place toute la journée.

12 avril: Conférence de presse sur le droit au logement de Leilani Farha, experte de l'ONU. Elle déclare suite à la visite en France: « le constat est sans appel. La France est coupable de violations des droits de l'Homme dans sa gestion des sans-abris»

ACTION: rassemeblement devant l'Hôtel de Ville le 12 avril, à 14h30.
12 avril: soirée de soutien aux familles sans toit de l'école Chappe

ACTION: La grève de la faim d' Emoke, du 15 au 20 avril: performance d'Emoke Simon en soutien aux expulsés, devant les marche de la mairie de Saint-Etienne. Chaque jour des lectures sont proposées.

17 avril: Conférence de presse en plein air à côté de la Bourse. Témoignage de différents soutiens: Cimade, Emmaus, Sindycats et prise de parole de Jean Baptiste Eyraud du droit au logement Paris (DAL) venu spécialament pour nous soutenir (TL7)

LA TREVE DE LA TALAUDIERE

Un peu de répit est trouvé dans les vestiaires de l'ancienne piscine municipale, mise à disposition par Ramona Gonzales Grail (mairesse de la Talaudière). Prévue initialement jusqu'a la fin des vacances, la période est prolongée au-delà du 28 avril.

19 avril: Les églises stéphanoises priées de fermer leurs portes en dehors des offices par le père Jacques Brun, diosèce de Saint-Etienne.

ACTION à la sortie de la messe de pâques de l'église ST CHARLES le 21 et 28 avril.

24 avril: Communiqué de la Cimade et de la ligue des droits de l'Homme dénonçant «une situation inhumaine»

25 avril: Réquisition de l'ancien bureau de poste à Solaure

26 avril: Réponse de Régis Juanico, député de la Loire, qui rappelle a Gael Perdriau les devoirs des pouvoirs publics, en particulier celui de loger des personnes en situation de demande d'asile, en réaction à la lettre du maire de Saint-Etienne datée du 5 avril.

ACTION 1 toit 1 droit sur la casier le 27 avril
ACTION 24h dans l'espace public, le 29 et 30 avril.
ACTION «agir à partir du 2 mai», à 13h tous les lundi devant Centre Deux, tous les mardi devant le siège du Casino, tous les mercredi sur la place de l'Hôtel de Ville, tous les jeudi sur la place Jean Jorès, tous les vendredi sur la place Dorian. Performance, lecture sur la place Hôtel de Ville mercredi 8 mai à 13h, mercredi 15 mai de 13h à 19h et samedi 25 mai.

LE STATU-QUO

30 avril: Courrier au Préfet de la Loir signé par 46 associations damandant un entetien avec le préfet concernant l'hébergement des personnes exilées dans la Loire.

2 mai: Réunion avec les maires de la Talaudière et de la Ricamarie. Rédaction commune d'un courrier adressé au Préfet signé par 53 maires.

3 mai: Courrier au Préfet rédigé par la CDAFAL 42 (conseil départemental des affaires familliales laique de la Loire)

Evènement: 12 mai Soiré Surprise en sutien aux personnes réfugiées.

13 mai: Les policiers délivrent un référé de mesures utile. Le collectif est convoqué au tribunal administratif de Lyon: la mairie a porté plainte et demande l'expultion de l'anciene poste de Solaure
ACTION: 16 mai, un collectif de parents d'élèves met à l'abris une famille de l'école Gaspard Monge en occupant l'établissement sclaire. La mairie porte plainte pour occupation illégal de l'école. Une solution est proposée par un particulier.

24 mai: Audience eu tribunal administratif de Lyon qui débute la demande de la mairie. La poste est non expulsable jusqu'a nouvel ordre.

ACTION: 25 mai, marche pour le climat et le droit d'asile (STOP DUBLIN)

25 mai: Le Geuloir parle des expultions du collectif sur la radio pirate radio douceur/radio soucis.
EVENEMENT: 26 mai, vide grenier solidaire organisé par des voisin-e-s à l'école de Solaure

EVENEMENT: Entrainement solidaire self-défense en soutien aux personnes sans-abris organisé par l'association du sport autrement.

Lundi 3 juin: Conseil municipal de Saint Etienne, voeu de Gael Perdriau. Le maire rappel les veleurs constitutionelles et républicaines de la France et pourtant s'en remet encore une fois à l'Etat en refusant sa responsabilité concernant l'hébergement des demandeur-se-e d'asiles.

ACTION: 4 juin, appel au rassemblement sur la place Jean Jorès pour annoncer la réponse du trbunal administratif de Lyon

5 juin: Des poubelles sont apportées à Solaure par les services de la mairie après plusieurs demandes des occupant-e-s, du voisinage et des différentes associations.

EVENEMENT: 5,6,7 juin Brocante-apéro saolidaire à la cartonnerie.

10 juin: Une fresque débutée sur la façade de la Poste, menaces de la police nationale qui empêche de terminer l'action

10 juin: La maison Solidaire, surchargée depuis des mois annonce qu'elle ne pourra plus assurer l'hébergement d'urgence comme auparavent. Le réseau hébergeur est également saturé.

13 juin: expultion du squat de la rue Paul Bert, mise à la rue de 30 personnes avec présence d'huissier et de policier, tirs de LBD

A VENIR

EVENEMENT 23 juin: Brocante solidarité 14h-20h à la cartonerie

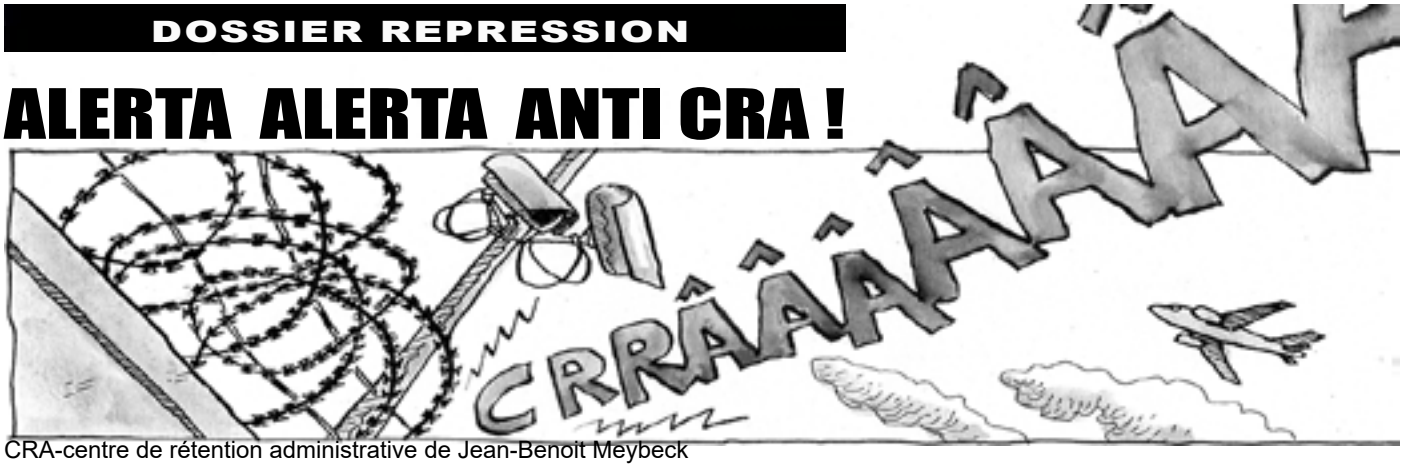
EVENEMENT 29 juin: manifestation

EVENEMENT 29 juin: Fête de soutien du numéro zéro, Ursa Minor à partir de 17h

EVENEMENT 30 juin: Appel au dons, collecte pour la Maison Solidaire. Après midi musicale et clownesque de 14 à 19h30 au 7 rue Courteline

EVENEMENT 30 juin: Ouverture de l'antenne bénévole SOS Méditerrané de 16h à 22h à l'Amical laique de TARDY.

ALERTA ALERTA ANTI CRA !


CRRÂÂÂ

DOSSIER REPRESSION

Quelques témoignages...

La durée maximale d'enfermement dans ces véritables prisons pour migrants vient d'être doublée début 2019, passant de 45 à 90 jours grâce à la loi bien à droite « asile immigration ».. 90 jours pouvant sembler être une éternité au vu des injustices, des abus et des conditions de rétention abjectes (nourriture, accès au soin, isolement, répression physique et psychologique, vols cachés…) dans les CRA. Pour en avoir une idée, rien de plus pertinent que les quelques témoignages ci-après (Sources : abaslescra.noblogs.org)…

« Hier les flics ont ramené un gars sur son lit inconscient. On a crié pour qu'il soit amené à l'hôpital. Ils nous ont dit 'tranquille, il va aller mieux c'est rien'. Le gars il a même pas vu un médecin mais une infirmière ! D'où elle sait ? La police elle m'a dit : 'T'es médecin? Non alors pourquoi tu parles ? J'crois y a pas besoin d'être médecin pour voir quand quelqu'un va mal.

Ici c'est ouf ce qu'il se passe.

Y a un gars ils l'ont renvoyé chez lui avec un faux laisser passer ! Comment on fait s'ils font ça ? J'ai eu mon premier vol l'autre jour. J'arrive à l'aéroport et on me renvoie direct au CRA. Parce qu'y avait pas de laisser passer... Ça se voyait les keufs de la PAF (police aux frontières) ils avaient la rage… Ils m'ont ramené au CRA. Mais pourquoi ils font ça ? Ils savent très bien quand ils m'envoient là-bas ce qui se passe. C'est pour te torturer l'esprit. Je leur ai dit que ça devait pas être considéré comme un refus de vol, parce que c'est leur faute. Mais ici c'est un truc de ouf. Tous les jours il se passe des trucs… »

Témoignage recueilli au CRA-Vincennes, 25/01/19

« D'abord je voudrais parler d'un gars qui est devant moi.

Mon pote il est malade, il est cardiaque. Toute sa famille est en France, son seul problème c'est celui des papiers. Et ça c'est la préfecture qui lui refuse année après année. Aujourd'hui il a demandé à aller à l'hôpital, ils l'ont emmené, escorté et menotté. Ils se sont mis devant la porte de l'hôpital George Pompidou (Meaux). Comme un vrai terroriste. Même le médecin de l'hôpital, D., s'est plaint du traitement des policiers.

Ici, l'infirmerie elle donne juste des dolipranes, ou des trucs psy. Si il rate le rdv de 14h avec son fils, le gars en face de moi il a pas son traitement. En plus le gars vient de me dire qu'on lui donne pas ses médocs, on lui donne pas les médocs prescrits par le docteur. [...] A cause des médicaments qu'ils lui ont donnés il a eu des problèmes. Mais du coup tous les jours son fils lui fait la visite et lui ramène des médocs mais l'infirmière lui donne pas…

Puis pour parler de l'intérieur : ça fait deux jours que les toilettes sont bouchées. Quand je me suis plaint à la Police, on m'a dit 'demande à tes amis d'arrêter de boucher les toilettes'. Les cellules sont crades, le ménage est pas fait tous les jours. [...] La douche c'est dégueulasse.

Même la bouffe pour chien est meilleure que nous ce qu'on bouffe. Au centre de rétention, même on a pas le droit de ramener de la bouffe dans les visites, on peut pas cantiner a l'offi, on peut pas acheter du shampoing. Si tu t'es pas fait arrêter avec du shampoing bah t'es dans la merde. Ici le shampoing du CRA il sert à rien. Même mon chien je le lave pas avec.

Nos vêtements ils les lavent avec de l'eau. On les met à la laverie tous ensemble. Donc si un de nous a la gale… on l'aura tous. Parce que quand nos vêtements ils nous les rendent ils sentent toujours mauvais.

L'offi ils sont toujours en retard et ça finit toujours plus tôt que c'est annoncé - 16h au lieu de 18h30. Pour la cantine : normalement c'est à 7h, mais ça à jamais commencé à 7h pile y a toujours 10 ou 20m de retard. Mais 7h30 ensuite si t'as 5m de retard, on te dit 'là c'est chaud ça va fermer, allez presse-toi et la prochaine fois tu viens à l'heure !'

Une fois le gars en face de moi il a demandé un verre d'eau pour prendre ses médocs, on lui a refusé. Une fois, mon co il a com-

mencé à pleurer tellement il a mal (crise de foie). Ils voulaient pas l'emmener à l'hôpital. Après le départ des infirmiers, on a dû appeler les pompiers. Les pompiers au début voulaient pas trop venir ils ont proposé aux keufs de l'amener à l'hôpital. Avant de pouvoir partir il a dû gueuler, taper au mur etc.… faire tout un film pour qu'il parte. Et en plus, si on avait pas appelé les pompiers il serait jamais parti. Après, ils ont cherché à savoir qui avait appelé les pompiers. 'Qui a appelé ? Qui a appelé ?' On leur a dit personne, juste y a un malade, faut l'amener.

Moi j'avais une tubeuse, je l'ai ramenée avec moi dès mon arrestation. Après la fouille, on m'a autorisé à la prendre avec moi. Après y a eu une fouille y a une semaine où ils ont tout retourné, tout démonté. Et là on me dit c'est interdit la tubeuse. D'où tu changes la loi en 3 semaines ?

Les policiers ils disent 'ouai ça pue ça pue'. Ils lavent pas nos vêtements, leur savon sert à rien et après ils disent on pue ?

Avant la grève de la faim ils fermaient la porte à 20h. Maintenant ils re-respectent la règle. Mardi soir on a manifesté et depuis c'est à nouveau 22h comme quand je suis arrivé.

Aujourd'hui ils ont ramené une meuf avec son fils de 3 mois… et son fils est malade... Ils l'ont mis en centre de rétention.

Aujourd'hui je l'ai vue dans le couloir j'ai eu le cœur brisé. Je l'ai vue dans le couloir j'ai joué avec le petit… Qu'est-ce qu'elle a fait ? Elle est pas humaine ? Elle est pas née en France c'est tout. Ils mettent un petit de trois mois en prison. Il va devenir quoi ? C'est sûr pas président…

Y a des choses qui font mal… Ici, ils font des vols cachés… ils attachent comme des chiens… ils scotchent… j'ai vu des trucs ça choque. Je connais un gars, le 45e jour ils l'ont amené de force… cagoulé, casqué scotché de la tête aux pieds…

Le copain il est grave malade… il peut pas prendre ses médocs au bled.

En plus ils l'ont amené de manière illégale. Normalement il a fait sa demande d'asile pour annuler le dernier vol, normalement ils doivent attendre… Là ils ont pas attendu la réponse ils l'ont emmené quand même.

Sans parler bien sûr des flics, c'est pas tous, qui essayent de nous provoquer. Toujours. Tous les jours. Y en a des sympas mais y a des groupes. Ils te mettent une étoile sur ton nom. Genre dangereux à surveiller, genre comme si t'as une fiche S. Et ça ils les emmènent de force.

Le gars en face de moi, ils l'ont amené au juge menotté… il a parlé au juge menotté. C'est un père de famille… sa fille est comptable mais ici ils s'en foutent, genre il est extrêmement dangereux.

Y a aucune activité, t'as le droit à rien. Il te donnent une nourriture, elle est pourrie. Et t'as pas le droit de faire sortir la nourriture. Tout reste à la cantine. Si t'as besoin de quelque chose va l'acheter mais ici tu peux rien faire rentrer.

Les infirmières là je leur ai dit j'ai plus de lunettes, elle me dit 'tu peux prendre un rdv d'ici un mois, un mois et demi'. Je portais mes lentilles quand je me suis fait arrêter… forcément je les ai pas récupérées elles sont à l'hôtel…

Aujourd'hui ils nous ont ramené de la purée sèche… on l'a jetée. Tu sais qu'y a plein de religions… Nous on jette on mange rien on mange que des salades. Un plateau par personne, t'as pas le droit d'ajouter quoi que ce soit. 2 petits pains… Juste on te garde vivant… Normalement ça continue… » Témoignage recueilli au CRA de Mesnil-Amelot, 11/01/19

Pendant ce temps le capital se gave !

Les CRA sont aussi une source de profit pour les grosses entreprises. L'enfermement paie, comme le savent bien les différents acteurs qui collaborent avec les forces de répression dans les CRA tout comme lors des expulsions. On citera par exemple Bouygues ou Vinci, principaux constructeurs des CRA, mais aussi les entreprises qui assurent la nourriture, la surveillance, le transport, mais aussi les guichets qui balancent les sans-papiers, comme par exemple Air-France. Ces entreprises sont elles aussi des rouages de la machine à expulser. Prenons maintenant l'exemple de la

nouvelle loi Asile-immigration : “pour une immigration maîtrisée, un droit d’asile effectif et une intégration réussie” (le titre en dit long). Parmi les mesures adoptées, celle de la rétention administrative est allongée jusqu’à 90 jours. À cela on ajoute Macron qui annonce que plus de 400 nouvelles places seront créées pour enfermer les étranger.e.s… Vous le sentez l’engraissement des entreprises ? Le marché de l’enfermement ?

A bas les CRA ; Vive la lutte !

L’article ne pourrait plus s’arrêter en parlant de la place des CRA dans la politique, dans la société, dans les formes de néocolonialisme ; en expliquant les conséquences quotidiennes psychologiques et physiques sur ceux qui y sont passés et ceux qui n’en sont pas à l’abris ; en développant sur le traitement et les conditions de vie dans les CRA ; en relayant plus de témoignages... mais pour conclure sur une lueur d’espoir parlons de lutte… En effet depuis quelques mois, les mouvements de résistance et de révolte dans les CRA se multiplient : partage des stratégies entre personnes enfermées, communiqués transmis à l’extérieur, grèves de la faim, tentatives de résistance collective aux expulsions, actions coordonnées entre différents bâtiments et différents CRA, manifestations simultanées entre l’extérieur et l’intérieur, émeutes, tentatives d’incendie et autres. Pour les retenu.e.s ou plutôt les détenu.e.s ce n’est pas les idées ni la détermination qui manquent.

A l’extérieur aussi ça s’organise, avec des réunions régulières rassemblant des personnes qui veulent soutenir activement ces mouvements de révolte. Plusieurs parloirs sauvages ont également eu lieu depuis le début de l’année sur plusieurs CRA. Et ce combat qui s’intensifie et se développe doit continuer, en prenant en compte tous les maillons de la chaîne : la justice et la police qui main dans la main enferment et expulsent, les structures pseudo-humanitaires qui participent au tri et à l’exclusion des migrant.e.s, les entreprises qui en profitent pour faire du profit sur la souffrance des retenu.e.s et celles qui préparent l’amplification de la répression par la construction de nouveaux CRA.

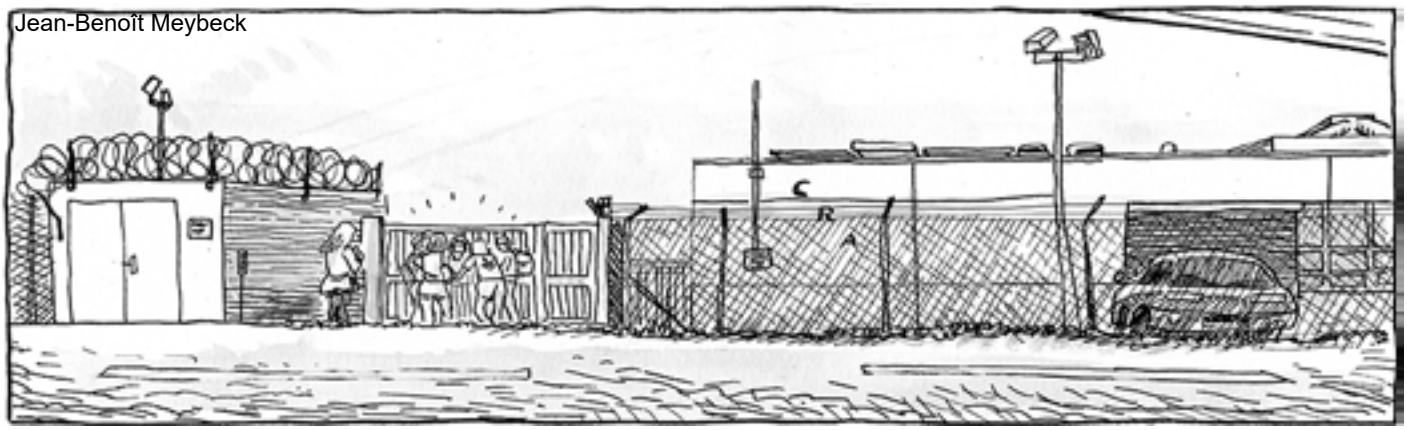
Alex ■

Pour plus d’informations sur le sujet nous vous invitons à consulter :

Cette brochure à propos des CRA et de la lutte : *https://abaslescra.noblogs.org/files/2019/04/cra01brochure.pdf*

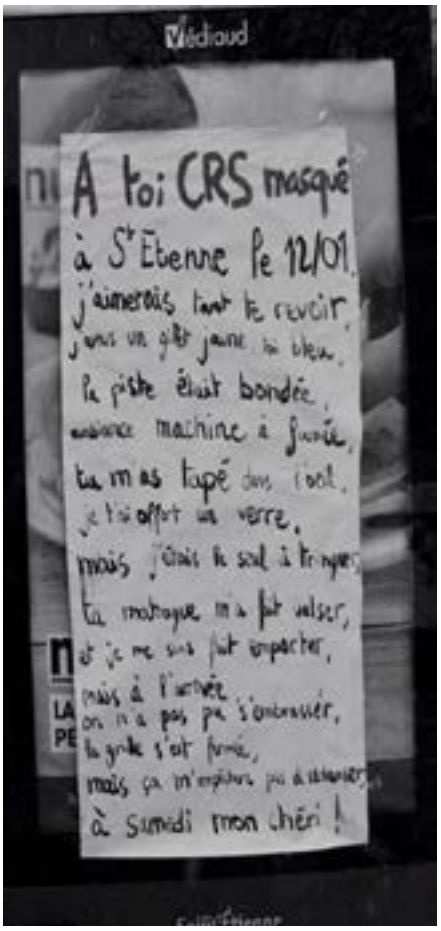
Le rapport 2018 de la Cimade : *https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2019/06/La_Cimade_Rapport_Retention_2018.pdf*

Le site : *https://abaslescra.noblogs.org/*



Jean-Benoît Meybeck

RAP



Vous en avez peut-être rencontré les affiches, depuis un an, un groupe de militant.e.s s'est formé à Saint-Étienne pour combattre le système publicitaire. Organisé.e.s au sein de la RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire) nous luttons contre l'omniprésence de la pub, celle qui crée les besoins nécessaires à la survie de l'industrie capitaliste, celle qui véhicule les clichés sexistes nécessaires à la survie du patriarcat, celle qui détruit l'environnement et ce qui reste de nos esprits libres.

Le système publicitaire est omniprésent sur internet, à la télé, à la radio, dans nos boites aux lettres et dans nos rues. La pub à Saint-Étienne Métropole, cela représente plus de 1 600 dispositifs publicitaires. Elle est présente sur tous nos arrêts de tram, devant nos lieux de travail, d'études et de vie en général. La pub nous concerne tou·te·s car nous faisons tous face à elle et ce, tous les jours. A Saint-Étienne nous avons surtout vu fleurir des panneaux numériques (malmenés certes, par les gilets jaunes, mais repoussant toujours dès que le calme revient). Ces panneaux ouvrent une nouvelle étape dans l'histoire de la pub et ses intrusions dans nos vies privées en captant mieux le regard et en ciblant le consommateur.

La pub est partout, que faire ?

Tout le monde déteste la publicité ! En tant qu'antenne locale de la RAP, association nationale créée en 1992, nos actions sont légales et n'incluent donc pas de destructions matérielles, à l'inverse d'autres groupes du mouvement antipub. Nous agissons donc majoritairement par le détournement : faire voir de l'information, des messages militants ou simplement de l'art dans nos rues. Nous recouvrons les panneaux de publicité par des affiches préalablement élaborées aux slogans équivoques, faisant écho à l'actualité militante de notre ville. Ainsi nous pouvons agir en manifestation comme ce fut le cas mercredi 1er mai pour défendre les droits des travailleu.ses.res ou face à des situations particulières comme le procès fait aux déboulonneurs, groupe de militant.e.s antipub faisant usage de l'action directe. On vous encourage donc toutes et tous à rejoindre les joyeux·ses manifestant·e·s qui feront du collage au cours des prochaines manifestations !

Sachez aussi que recouvrir par vous-même ou à travers votre collectif militant est entièrement légal à condition qu'il n'y ait pas de dégradation du matériel. Nous recommandons donc l'usage de gros scotchs transparent, d'affiches illustrées et d'agir à visage découvert avec un·e militant·e assurant le « contact police » (attention en manifestation ils peuvent vous confisquer votre scotch, pensez à amener plusieurs rouleaux répartis entre les militant·e·s !).

On ne le répétera jamais assez, il existe de multiples manières de lutter contre la publicité ! La notre est donc l'action collective, légale et non-violente. Cette stratégie nous est nécessaire pour garder le soutien de l'association nationale, avec tous ses apports en termes d'organisation, de support légal et matériel. Nous soutenons néanmoins toute association luttant par d'autres moyens parfois plus efficaces et radicaux, nous prônons la diversité des méthodes de lutte.

Pourquoi lutter contre la pub ?

La pub est un mécanisme pilier du système capitaliste – La pub m'a radicalisé !

Il est souvent dit que la publicité, par sa nature même, ne serait que l'expression des systèmes oppressifs. S'attaquer à la pub serait alors tenter de traiter la maladie par ses symptômes et refuser de prendre le mal à la racine. Nous contestons ce point de vue et cherchons à rappeler que la pub est bel et bien un mécanisme au cœur des différents systèmes d'oppressions et de destructions. La publicité et ses techniques créent des besoins inexistants auparavant, des besoins qui permettent à l'industrie capitaliste de vendre sa surproduction. Le rapport entre production et consommation, entre offre et demande, est de fait inverse à celui souvent présenté : ce n'est pas la production qui s'adapte à la demande mais bien la production qui créée sa demande pour satisfaire la soif de profit du capitalisme. La pub existe donc pour créer cette demande. La pub est bien un pilier du capitalisme.

En cette période où un certain « écologisme » institutionnel culpabilise la consommation et demande à des achats « responsables » avec un mépris de classe certain, s'attaquer à la pub permet de rappeler que ce

ne sont pas les consommateurs qui sont responsables de la destruction de la planète mais bien les industries, le système capitaliste. La pub transforme en effet le sujet politique en simple consommateur dépolitisé. L'objectif avoué ou non de la pub est bien de transformer l'individu politique en consommatrice.eur dont le seul désir serait de satisfaire les besoins du système capitaliste. En frustrant les corps et les esprits, en nous montrant un mode de vie inatteignable et loin d'être souhaitable, en faisant de nous de simples consommatrice. eurs, la pub fait des individus des sujets dépolitisés.

La pub est aussi un moyen particulièrement efficace de diffuser et renforcer les rapports de dominations, le sexisme en étant un des exemples les plus flagrants. L'individu désormais consommatrice.eur fait alors face à un modèle de genre unique où la femme est tour à tour soumise, sexy, entrepreneuse selon le produit à vendre (on a pu voir à Saint-Etienne les fameuses pubs « liberté, égalité, beau fessier » affichant un modèle de fesses féminines qu'on nous enjoint à atteindre car « sexy »). Dans tous les cas, un modèle démarquant clairement la féminité et la masculinité est proposé par la pub et devient particulièrement efficace au vu de ce qui a été dit précédemment : l'individu désormais consommateur a beaucoup moins d'outils pour se distancier de ces images et les intègre bien plus facilement.

Ne se contentant pas d'entrer dans nos esprits pour y faire accepter une société inégalitaire où les rapports entre hommes et femmes sont imbibés de soumission, la pub véhicule aussi tout un attirail de pensées politiques préconçues. Il faut en revenir aux origines de la pub pour comprendre que publicité commerciale et propagande politique sont intrinsèquement liées. Ce n'est pas de « l'information » qui est disposée par la municipalité aux regards de tous mais bien des directions politiques visant, par exemple, à nous faire accepter la surveillance policière toujours plus grande à Saint-Etienne au nom de l'idéologie de la Sécurité (on se souvient des campagnes de pub sur l'importance de la police de proximité, avec arme à feu, tazer et policières souriantes à l'affichage). Noam Chomsky est éclairant sur ce point en rappelant qu'Edward Bernays invente la technique moderne du marketing qu'il nomme « la fabrique de l'opinion publique ».

Le but assumé de cette nouvelle technique de publicité est la manipulation politique des consommateurs et surtout des consommatrices : engagé par LuckyStrike il fait passer la cigarette comme des « torches de la liberté » pour l'émancipation féminine en 1929, permettant d'étendre la consommation de tabac aux femmes. La publicité n'est donc jamais neutre, ce n'est pas un média d'information pour les entreprises et municipalités comme le mythe du libre marché aimerait nous le faire croire. Rien n'est moins neutre que la publicité créant les besoins consumé-ristes et soutenant l'idéologie politique dominante.

Enfin, il faut se rappeler que l'existence même de la pub, au-delà du message véhiculé, est une offense à notre liberté de réflexion et d'expression et un danger pour la survie de notre planète. Le système économique actuel n'est ni neutre au niveau politique ni neutre au niveau environnemental. 830 000 tonnes de papier par an sont utilisées par l'industrie publicitaire dans l'unique but de nous faire consommer ce que le capitalisme surproduit au détriment du renouvellement des ressources naturelles. Facteur premier de la société de consommation, la pub est ce qui permet au système pollueur de perdurer et de toujours plus polluer.
En bref la pub ne se limite pas à l'exposition des différentes oppressions existantes mais constitue bien un pilier du système actuel, nourrissant un consumérisme nécessaire au système industriel et une passivité politique nécessaire à notre « démocratie » libérale.

Sur ce point voir le texte fondateur du groupe Marcuse : « de la misère humaine en milieu publicitaire », La Découverte, 2004.

Se réapproprier l'espace publique Publicité partout, liberté de penser nulle part !

« Ce n'est pas le graff qui est interdit, mais l'expression individuelle de celui qui n'a pas les moyens d'acheter l'espace public. Des graffs, il y en a partout, sous forme de publicité. » - collectif autonome turbulent.

Autre mythe : l'espace public est un espace neutre. L'espace public est l'expression même de notre monde inégalitaire et de fait est loin d'être accessible à tous. L'espace public a aujourd'hui un prix que seules les plus grandes entreprises peuvent assumer. La publicité, ce n'est pas celle de la boulangerie du coin, c'est celle de grands groupes commerciaux aux pratiques douteuses. Dès lors, recouvrir la pub c'est réaffirmer que la liberté d'expression ne devrait pas être conditionnée au porte-monnaie. L'existence de la publicité est une atteinte à la liberté d'expression.

Efficacité de la lutte antipub – Plante un arbre, mange un publicitaire !

Quelle efficacité cependant de recouvrir la publicité ? Bien sûr, recouvrir la pub ne suffit ni à faire la révolution ni à protéger efficacement notre environnement. Des résultats individuels et collectifs sont observables. Au niveau individuel le recouvrement permet de se libérer temporairement de l'influence de la pub sur nos vies. Au niveau collectif ce sont des interdictions concrètes de certaines pubs illégales (on rappelle qu'à Saint Etienne, 28% de la publicité ne sont pas en conformité avec le Règlement National de la Publicité). Certaines associations n'hésitent pas à travailler directement avec les pouvoirs publics, notamment en faisant une pression au sein des Règlements Locaux de Publicité (voté à Saint-Etienne fin 2019) pour limiter l'invasion publicitaire. Nous préférons pour l'instant la stratégie du harcèlement, recouvrant inlassablement la source de profits des entreprises, dans un rapport de force constant. Le harcèlement par le recouvrement permet en effet de s'attaquer directement à l'efficacité de la publicité et indirectement aux entreprises qui en profitent. Le harcèlement est arithmétique : plus on est nombreuses·x et motivé·e·s et plus on est puissant·e·s !

L'antipub et sa place au sein des luttes : La publicité véhicule des clichés sexistes, racistes, validistes et classistes !

L'antipub n'a évidemment pas pour vocation d'englober et d'intégrer toutes les luttes. La RAP peut tout au plus servir de support aux autres groupes militants pour associer temporairement l'antipub à la lutte féministe, à la lutte pour le logement etc. La RAP permet simplement l'apport d'une autre stratégie, d'un autre support pour soutenir les militant·e·s, donnant une visibilité à une cause, égayant une manifestation… Nous avons donc participé de façon récurrente aux manifestations des gilets jaunes et dénoncé les violences policières par nos affiches tout comme nous avons participé en 2018 aux évènements féministes du 8 mars ou encore aux marches pour le climat.

Nos revendications

- Abolition du patriarcat et du capitalisme !
- Abolition des panneaux numériques
- Nouvelle forme de la publicité annonçant une ère de la personnalisation de la publicité, une nouvelle étape dans la formation du parfait sujet du capitalisme : le consommateur
- Limiter le nombre et la taille des panneaux et notamment les interdire à proximité des écoles
- Respect des horaires légaux d'éclairage pour les panneaux de pub mais aussi les enseignes et vitrines (pensez à éteindre les vitrines trop voyantes après minuit avec la petite manivelle blanche généralement proche des enseignes, en hauteur, avec un voyant rouge)
- Respect des autocollants « Stop pub »
- Réduction des dépenses liées à la publicité
- Abolition générale du système publicitaire et tant qu'à faire de l'industrie en général
- Révolution anticapitaliste, queer, féministe, écologiste et antifasciste

Que nous soyons ici pour lutter contre la société de consommation, le capitalisme, l'hétéro-patriarcat, la récupération de l'espace public ou la destruction de nos environnements ; antipublicitaires de toutes les luttes, unissons-nous !

RAP > antipub42.org

ECOLOGIE

Youth for Climate

En décembre 2018, alors que la COP 24 bat son plein, à Katowice au cœur historique de l'industrie polonaise du charbon, un discours va marquer les esprits ; ce n'est pas celui d'un énième politicien tendant une main fausse au citoyen du monde inquiet pour le climat et serrant de l'autre celle des Grands pollueurs... non, c'est celui de Greta Thunberg, suédoise de 15 ans (aujourd'hui 16) qui par ses mots empreints de sincérité va secouer un auditoire médusé et déclencher une prise de conscience de la jeunesse à travers le monde...

> *« Nous sommes venus ici pour vous faire savoir que le changement arrive, que vous le vouliez ou non »*

Ce changement s'incarne dans la jeunesse, qui, partout à travers le monde reprend son exemple et fait grève des cours, mettant en jeu l'avenir que ses études étaient censées leur offrir, pour réclamer des actes concrets pour la sauvegarde d'une planète viable. Ce sont d'abord les suédois qui rejoignent en masse le mouvement. La mobilisation traverse les frontières et les appels à la grève atteignent rapidement le Danemark, l'Allemagne mais aussi l'Australie frappée au même moment par de terribles sécheresses. Puis la Belgique voit des figures de la lutte pour le climat se dresser en la personne de Anuna De Wever et de Kyra Gantois. Anuna de Wever crée en même temps que la 1ère grève pour le climat de la jeunesse Belge le mouvement « Youth for Climate ».

Ce mouvement hétéroclite rassemble des jeunes de tous horizons derrière une ligne claire

> *« A quoi bon continuer d'étudier pour un avenir qui n'existera pas ? »*

et finit par traverser la frontière française ou il s'installe difficilement, jusqu'au 15 Mars qui ne rassemble pas moins de 195 000 jeunes partout en France (chiffre difficilement vérifiable). La mobilisation dépasse par sa nature les mouvements protestataires pour le climat du passé. En effet l'enjeu est tel que la conscience écologique a dépassé les frontières de l'occident, notamment en Amérique du Sud, au Maghreb, en Afrique Du Sud avec des mobilisations étudiantes en Argentine, au Chili, en Colombie et en Tunisie. A Saint-Etienne comme dans bien d'autres villes de France, on a pu entendre des slogans anticapitalistes ou d'autres appelant les stéphanois à se soulever. Le ton est clair :

> *« la lutte pour le climat est éminemment politique et la jeunesse ne demande pas un capitalisme vert mais bien un changement radical de systèmes »*

Les banderoles des manifestants exprimaient aussi cette idée : on pouvait y lire un très repris « plante un arbre, plante un banquier »

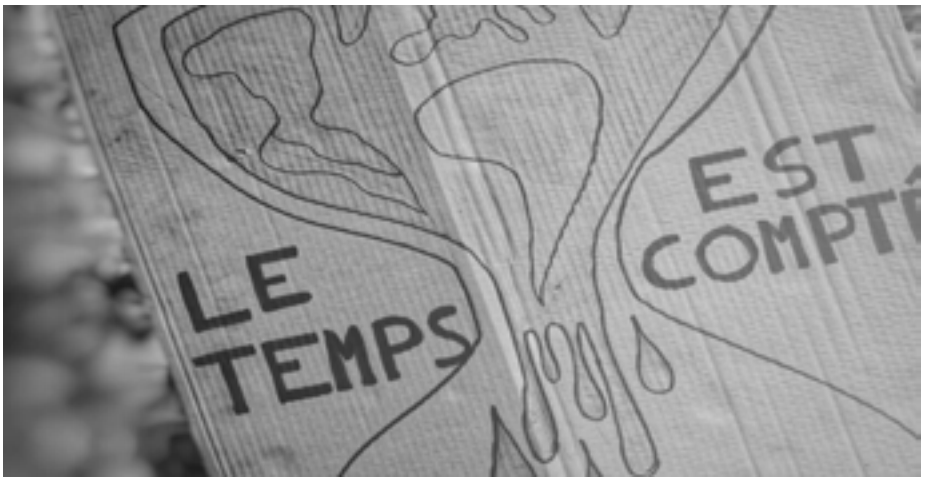
alors que des drapeaux divers étaient brandis par les différents cortèges venus de plusieurs lycées et campus étudiants de la ville. La mobilisation, qui a rassemblé plus de 2000 jeunes, a défilé selon un parcours décidé lors de la 1ère Assemblée Générale d'organisation au désormais célèbre amphithéâtre E001, avant d'occuper un moment l'entrée principale du siège social de Casino. Les lieux de pouvoirs politiques et économiques de la ville ont été recouverts de slogans éphémères à la craie désignant les coupables : multinationales

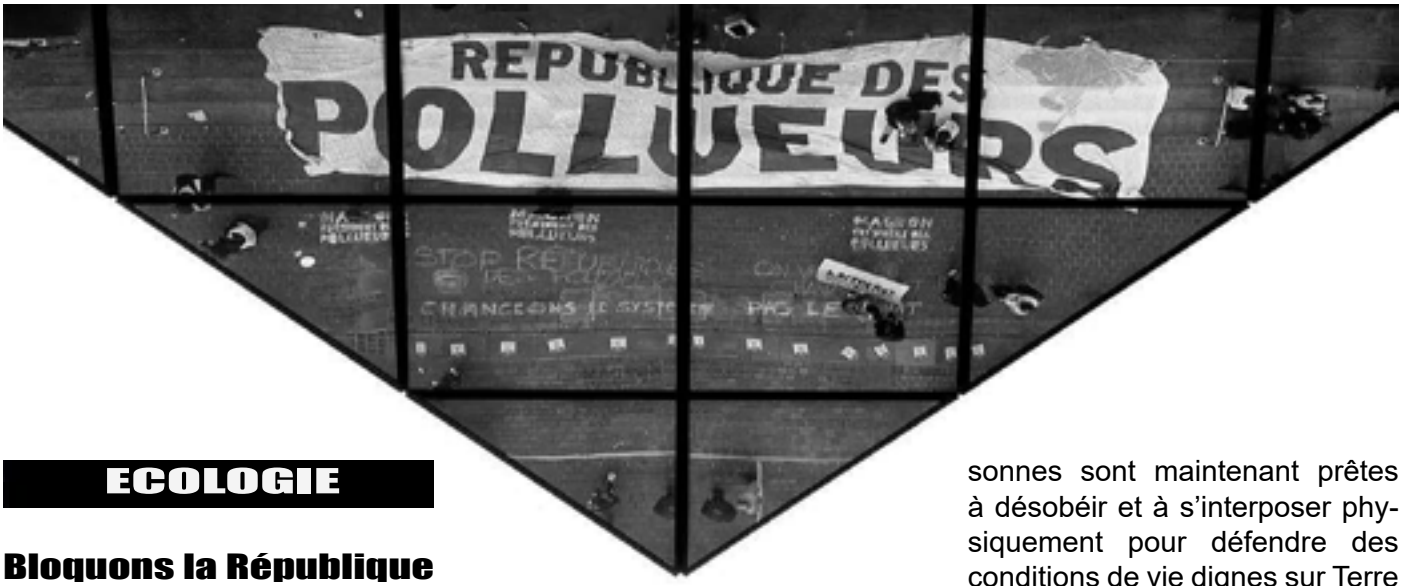
capitalistes et politiques complaisants, agissant contre le bien commun à court et à long terme. Si l'impressionnante mobilisation du 15 mars n'a pas été suivie d'autres mobilisations d'initiative locale, la manifestation de la journée internationales des travailleurs (1er Mai) a vu des slogans appelant à la prise de conscience quant à l'urgence climatique. Des slogans appelant à la convergence des luttes sociales et climatiques ont recouvert les murs le long du parcours de la manifestation.

Il faudra attendre le 24 Mai pour qu'une nouvelle journée de grève internationale ne s'organise. A Saint-Etienne, la mobilisation est moins importante que lors de la journée du 15 Mars, mais entre 500 et 700 jeunes battent le pavé avant de se rassembler comme la dernière fois Place de l'Hôtel de Ville puis de marcher en direction du centre commercial « Centre 2 », où dans le même temps une opération de désobéissance civile avait lieu.
Le cortège n'a fait que s'élargir à mesure qu'il remontait la Grand Rue. Il s'est arrêté devant le centre commercial où les forces de l'ordre, venues en effectif beaucoup plus important que la dernière fois, surveillaient les jeunes manifestants, prêtes à intervenir.

La manifestation a alors pris un tournant moins festif lorsque les agents de sécurité ont tenté de bloquer les militants à l'origine de l'action non-violente à l'intérieur du centre. La police est alors intervenue pour empêcher les manifestants de leur venir en aide, interpellant au passage non sans violence un lycéen, et blessant sans gravité un autre manifestant.
Cet événement mit fin à la manifestation, certains jeunes préférant rentrer chez eux tandis qu'environ 200 manifestants se dirigeaient vers le commissariat pour exprimer leur soutien au jeune interpellé. Il sera libéré deux heures plus tard, la police étant incapable de lui donner un réel motif pour son interpellation. À l'international, la journée du 24 Mai est marquée par une mobilisation en légère hausse : 1,6 Millions de jeunes dans les rues contre 1,5 Millions le 15 Mars. Encore une fois, l'absence de réponse des gouvernements sinon des actes symboliques (déclaration de l'état d'urgence climatique pour le parlement de la République d'Irlande et celui du Royaume-Uni) confirme l'urgence de la Lutte pour le Climat et la nécessité de la convergence des luttes climatiques et sociales.

Stéphane(s) pour le climat ■





ECOLOGIE

Bloquons la République des pollueurs!

Le 19 avril 2019 à 8h du matin, 2030 citoyen.ne.s ont bloqué les accès aux tours de Total, EDF, Société Générale ainsi que le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire à la Défense, Paris.
A travers cette action de désobéissance civile hors-norme, le mouvement climat français dénonce l'alliance toxique qu'Emmanuel Macron et son gouvernement entretiennent avec les grandes entreprises dont l'activité accélère le changement climatique, alors que des mesures radicales et immédiates sont nécessaires pour parvenir à limiter le réchauffement climatique à +1,5°C d'ici la fin du siècle.

Total fait partie des 20 entreprises qui émettent le plus de CO2 au monde. La Société Générale est la première des banques françaises à investir dans les énergies fossiles les plus dangereuses pour le climat. EDF ne produit que 10% d'énergies renouvelables en Europe, contre plus de 70% pour le nucléaire, qui génère des milliers de tonnes de déchets radioactifs dangereux.
« Au lieu de réguler les activités de ces multinationales polluantes, Emmanuel Macron leur déroule le tapis rouge ! Soumis aux pressions de Total, il a autorisé la reconversion de la raffinerie de la Mède, faisant bondir les importations françaises d'huile de palme. Il défend fermement les banques comme la Société Générale contre toute tentative de régulation et refuse de les encadrer pour mettre fin à leurs investissements dans les énergies fossiles. Alors que les financements pour la transition énergétique manquent à l'appel, il a réinjecté 10 milliards d'euros dans la filière nucléaire » rappelle Cécile Marchand, des Amis de la Terre. Cette action de désobéissance civile de masse a aussi visé le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, « censé défendre l'écologie au sein du gouvernement, mais qui sert surtout à repeindre en vert une politique générale favorable aux entreprises polluantes. » complète-t-elle.

En pleine semaine internationale de rébellion pour le climat, les participants de cette action ont convergé de toute la France pour répondre à l'appel des organisateurs : Greenpeace, ANV COP21 et Les Amis de la Terre, en partenariat avec Extinction Rebellion, Bici, Il est encore temps... Une grande majorité d'entre eux n'avaient jusque là jamais fait d'action de désobéissance civile. « Cette action s'inscrit dans une montée en puissance du mouvement pour la justice climatique et sociale. Des milliers de personnes sont maintenant prêtes à désobéir et à s'interposer physiquement pour défendre des conditions de vie dignes sur Terre maintenant et pour les générations futures. Et nous ne nous arrêterons pas là !» conclut Pauline Boyer, d'ANV-COP21.
Le 27 septembre 2019 est annoncée une troisième grève mondiale des jeunes pour le climat, et nous invitons toutes et tous à rejoindre cette mobilisation pour faire grandir le mouvement !
Ici, on se trouve devant le siège de Total, dans une ambiance détendue. Pendant que les CRS bloquent eux-mêmes les tours, les militants peuvent profiter des différents concerts qui s'enchaînent aux différents lieux de blocage.
Cet évènement a montré une fois de plus la force d'une action non violente bien organisée. Les militants ont été évacués dans la bienveillance et le respect pendant plus de six heures. En fin de journée, un cortège est parti de Total pour rejoindre la dernière tour encore bloquée à 18 h. Celui-ci a traversé le centre commercial en chantant « anticapitalisme » et sans aucune intervention des forces de l'ordre.

Evélina Riocreux

DÉTRUIRE LE CAPITAL UN COMBAT VITAL :

Avant toute chose, qu'est ce que le capitalisme ? Sans rentrer dans les détails de toutes les définitions et nuances existantes , on relève un point commun essentiel : la recherche du profit.
Mais alors qu'est ce que le « capitalisme vert » ? Présenté comme une solution à l'urgence climatique ? J'ai trouvé deux potentielles significations de ce modèle politico-économique :

La première, sûrement trop naïve, serait l'instauration d'un système à la recherche de toujours plus de profit certes mais tout en protégeant la planète : en changeant nos modes de production pour les rendre respectueux de l'environnement tout en maintenant la croissance et le développement pour que l'effondrement qui s'annonce soit grandement amorti voire évité. Cependant j'ai du mal avec cette première définition car on ne peut pas continuer à faire du profit encore et encore sur tout ce qui est profitable de manière « éco-responsable » sans ralentir radicalement la productivité, sans stopper la croissance et sans arrêter de puiser les ressources qui nous sont limitées…
J'en suis donc arrivé à une deuxième définition plus réaliste de ce qu'est le capitalisme vert :
Le capitalisme vert serait une illusion. Une manipulation pour pouvoir blanchir l'image du système capitaliste qui par nature est mortifère. Cette machine à laver utilisée par beaucoup d'entreprises et hommes politiques est appelée GreenWashing. Quand un système politique et économique est au bord de l'effondrement , que par sa faute la biodiversité meurt à grande vitesse , qu'il est responsable d'un génocide du vivant dans sa globalité et que le peuple commence à se rendre compte de la supercherie, ils ne vous reste qu'une solution LAVER VOTRE IMAGE !

Pourquoi un capitalisme vert n'est pas compatible avec l'écologie ?
Mettre un label huile de palme durable , élevage durable , du pétrole durable... cela ne change rien au fait que le problème c'est le profit de vouloir toujours plus et ce à n'importe quel prix. L'heure n'est pas à une écologie de comptoir où on culpabiliserait ceux qui ne font pas le tri, l'heure est à une écologie radicale, on ne peut pas continuer dans un monde capitaliste il faut s'attaquer aux racines du problème et arrêter de se contenter des guirlandes aux arbres. Continuer avec la surproduction, l'exploitation animale , à vivre dans la société du pétrole c'est ne pas s'attaquer à la base du problème.

Quelle suite pour la survie de la planète ?

Notre civilisation et le reste de la biodiversité vont connaître inévitablement un effondrement écologique très intense mais il n'est pas trop tard pour agir, nous devons vite agir collectivement pour que l'effondrement soit amorti. Chacun à notre échelle nous pouvons mener de la désobéissance civile pour stopper ce suicide collectif orchestré par ce système : sabotage , sitting , blocage , boycott, etc

Lou ■

POURQUOI J'AI DECROCHE MACRON?

Suite à la réquisition d'un portrait d'Emmanuel Macron à la mairie de Sorbiers dans la Loire, Vincent Bony est convoqué devant le tribunal correctionnel de Saint Étienne le 17 décembre 2019. Il raconte...
Dictée par la course aux profits des grands de ce monde au détriment du reste de l'humanité, l'histoire qui nous est tracée nous mène vers une fin tragique. L'humain est pour autant en capacité de tracer une autre voie. Nous sommes capables du pire et l'avons déjà montré. Nous sommes aussi capables du meilleur. A nous de tout mettre en œuvre pour rendre encore possible ce « meilleur »…
Passionné par les luttes non-violentes menées par Gandhi ou King, sans jugement sur les autres choix qui peuvent être faits, que je peux comprendre même si je n'y adhère pas, la désobéissance civile non-violente est selon moi un mode d'action puissant, capable d'emmener le plus grand nombre et renverser la logique qui nous propulse vers l'autodestruction. Au-delà des discours, c'est maintenant pour moi l'heure de m'y engager véritablement. C'est ainsi que je choisis de prendre place au côté de la jeune génération qui sait qu'elle est la dernière à pouvoir changer les choses.
A 57 ans, me voilà donc désobéissant, condamné pour « vol en réunion », avec garde à vue et procès, dans une campagne collective qui ne fait que commencer. Je vois combien cet acte symbolique, qui engage au-delà des actions habituelles, fait écho et bouscule les esprits autour de moi. Cela me confirme dans mon choix.
Concernant l'acte lui-même visant le portrait de Macron, je n'ai aucune attente à son égard. Je n'en ai pas plus à l'égard du système démocratique tel qu'il fonctionne, construit pour servir les intérêts de celles et ceux qui nous détruisent. Ôter le portrait présidentiel du mur de la mairie, c'est donc pour moi, montrer le blanc, le vide de la po-

litique climatique, écologique et sociale du système actuel face aux enjeux immenses qui sont les nôtres. Cette page blanche est aussi celle du récit que nous devons écrire ensemble, en nous organisant du local jusqu'à l'international pour permettre à chaque être humain de pouvoir vivre dignement sur tous les continents.
Face à la toute-puissance du monde financier qui nous emmène vers le chaos, il est nécessaire de multiplier les alternatives.

C'est la première partie du récit. La gestion collective, coopérative et horizontale des moyens de production nécessaires, mis en commun pour répondre aux besoins essentiels des populations sur chaque territoire, est pour moi le cœur du changement de système dont nous avons besoin. Je m'y suis pleinement investi à travers la création et la cogestion d'une coopérative alimentaire devenue Biocoop Les Artisons, aujourd'hui en SCOP sur Firminy. Je continue à travers le développement de la monnaie locale Le LIEN sur le secteur stéphanois. Je rêve de coopérative intégrale ou d'écosystème coopératif qui nous permette de nous réapproprier l'économie et la monnaie, sous des modes de fonctionnement et de gestion émancipateurs. Cette multiplication des alternatives concrètes, que nous devons organiser et renforcer, trace pour moi un chemin porteur d'espoir. Mais cette part d'engagement est clairement insuffisante.

Je pense donc qu'il est indispensable de nous organiser pour prendre collectivement le pouvoir et remettre la justice dans le bon sens, et les institutions à notre service. Avec le développement des accords de libre-échange à l'échelle de la planète, les multinationales ont imposé la création de tribunaux permettant de faire payer les États qui portent préjudice aux intérêts de leurs actionnaires. C'est l'apogée de leur toute-puissance. A nous de renverser maintenant cette logique et de faire payer aux multinationales, et autres puissances de l'argent, le coût de l'immense mutation écologique et sociétale nécessaire pour permettre la survie de l'humanité. Cette part de révolution est l'autre face du récit que nous devons écrire...

Dans les stratégies pour accéder au pouvoir, les élections restent pour moi un moyen pertinent à condition de ne pas croire qu'il puisse y avoir des élus capables de changer réellement de système sans une pression radicale et déterminée des populations. Selon moi, l'une des étapes possibles pourrait donc être d'arriver à gagner les prochaines élections nationales grâce à la constitution d'une liste citoyenne et politique inédite rassemblant un large panel de personnalités ou d'organisations, avec un.e porte-parole nommé.e pour être le ou la candidate officiel.le comme le veut notre constitution actuelle. L'objectif principal de cette union politique et citoyenne serait de mettre rapidement en place une constitution d'exception traçant clairement les grandes lignes permettant de faire face à l'extrême urgence climatique, écologique, sociale et humanitaire, en mettant fin à ses causes. J'aimerais que ce changement de constitution puisse devenir le point de départ d'une véritable révolution globale, citoyenne et non-violente à l'échelle planétaire…
Décrocher Macron des murs des mairies pourrait ainsi devenir une manière d'affirmer notre volonté qu'il soit le dernier président du système dont nous devons nous défaire…

Vincent Bony ■

En complément : Lien vers une vidéo sur « pourquoi j'ai choisi de décrocher Macron » https://vimeo.com/339068674

Premier procès des décrocheurs de portraits de Macron

Le 28 mai 2019 à Bourg-en-Bresse se tenait le premier procès des 6 décrocheurs du portrait présidentiel d'une petite mairie dans l'Ain début mars.
Avec une petite équipe d'Alternatiba et ANV COP21 de Saint Étienne, nous nous rendons sur les lieux du procès pour soutenir et voir ce qui allait en ressortir. Partis en bus, où nous retrouvons des camardes de Clermont ainsi que de Villefranche, nous arrivons à Bourg en Bresse vers 12h.

Nous rejoignons le cortège, composé de plusieurs centaines de militants et/ou activistes, devant le palais de justice. Un certain nombre de CRS est présent. Les slogans fusent dans un Bourg en Bresse tranquille. Plusieurs prises de paroles ont alors lieu : Les amis de la terre, Europe écologie les verts, ainsi que les décrocheurs de portraits qui, émus, remercient la foule d'être venue les soutenir. Puis les accusés rentrent enfin dans le bâtiment, nous restons devant un moment s'égosillant pour qu'ils nous entendent « nous sommes tous décrocheurs de portrait ! ». Après

plusieurs dizaines de minutes devant le palais de justice, une militante nous demande de nous diriger vers la tannerie (centre culturel de Bourg en Bresse) dans le calme et sur les trottoirs.

Nous arrivons sur le site où nous attend un repas : sandwich végé, crêpes et boissons accompagné d'un concert de divers artistes, suivi d'une conférence sur l'urgence climatique ainsi que d'une formation à l'action non violente. Par la suite, plusieurs associations et syndicats luttant contre des projets climaticides (municipaux ou nationaux) se présentent : l'Association Anti-Nucléaire, FO, La Baleine Bourg, la Cimade et Emmaüs (soutenant le collectif solidarité migrants de Bourg en Bresse), Youth For Climate, Nous Voulons des Coquelicots ainsi que la FRAPNA. Nous avons le relais de la décision du procureur un peu plus tard juste avant notre départ. Avant de révéler cette décision qui posera le la pour les prochains procès, il nous paraît important de rappeler l'objectif des décrocheurs de portrait.

Cette Action Non Violente avait (et continue d'avoir) pour but de dénoncer la non-action du gouvernement face à l'urgence climatique. En laissant agir les multinationales qui exploitent et appauvrissent l'humain et la nature, l'Etat se rend coupable de ce qui pourrait être jugé de crime contre l'humanité et la planète. Cependant, il s'agissait là du procès de six « délinquants », et non pas celui de l'Etat.

Le premier verdict du procureur est clair : il s'agit d'un vol en réunion par la ruse, 2000 euros sont réclamés aux 5 activistes n'ayant pas voulu donner leur ADN et 1000 euros pour celui qui a accepté. Le délibéré (ayant eu lieu le 12 juin) et finalement plus tendre avec une relaxe pour le refus de prélèvement d'ADN ; les 5 prévenu.e.s dont condamné.e.s à une amende de 500 euros avec sursis et 250 euros ferme pour le 6ème.

Pour un petit bilan concernant l'opération « décrochons Macron » depuis le 21 février on compte ; 58 portraits présidentiel réquisitionnés, 93 personnes auditionnées, dont 55 placée en garde à vue ainsi que 43 perquisitions. Pour le procès 36 prévenue.e.s seront (ou ont été) auditionné.e.s dans 10 procès ; le 28 mai (dont nous avons parlé), le 26 juin à Strasbourg, le 27 juin à Bonneville, le 2 septembre à Lyon, le 11 septembre à Paris, le 13 septembre à Orléans, le 9 octobre à Mulhouse, le 4 novembre à Grenoble, le 17 décembre à Saint Etienne ainsi que le 12 février à Lyon.
Des événements/ regroupements à ces dates là se ferons sûrement dans les villes des procès n'hésitez pas à y passer l'ambiance est à la lutte, l'information et à la rigolade.

L'équipe du gueuloir tiens à exprimer son soutient face aux prévenu.e.s.

Camp Unist'ot'en : reflet d'un gouvernement canadien colonialiste et anti-environnemental

Après plus de huit mois passés au Canada, et après avoir suivi des cours et des conférences sur les populations Indigènes Canadiennes et les conflits qu'elles rencontrent, je viens exposer la situation que rencontrent les clans du territoire Unist'ot'en ; une situation qui reflète bien la place des Indigènes dans le Canada actuel.

Tout d'abord, il faut savoir que le Canada a été fondé en 1867 par les colons Européens. Des traités ont été passés avec les clans Indigènes déjà présents afin de répartir les terres. Mais avec le développement économique et démographique du Canada, les Indigènes ont rapidement été conduits dans des réserves et ont vu leur territoire réduit toujours plus par un gouvernement en constante quête d'expansion. Pour en revenir au territoire Unist'ot'en, la situation est différente car aucun traité n'a été signé entre les clans Indigènes et le gouvernement Canadien. Ainsi, au regard de la loi, il s'agit d'un territoire indépendant n'appartenant pas au Canada.
Or, en 2007, le gouvernement Canadien a dévoilé un projet de construction de pipeline [canalisation servant au transport de divers fluides, souvent du pétrole, sur de très longues distances] à travers le territoire Canadien, et traversant les terres Unist'ot'en. Les cinq clans Indigènes Unist'ot'en ont alors fait une déclaration unanime s'opposant à toute construction de pipeline sur leurs terres, en rappelant qu'elles n'avaient jamais été cédées au gouvernement Canadien.

Mais le gouvernement n'a pas réagi, et a précisé son projet de construction de plus de 2300 km de pipeline, le tout réalisé par trois grandes firmes : TransCanada, Chevron et Enbridge. En 2009, afin d'empêcher l'intrusion d'ouvriers de ces compagnies sur les terres Unist'ot'en, les Indigènes ont alors mis en place des barrages filtrants sur diverses routes d'accès. De 2010 à 2018, de nombreuses cabanes et bâtiments ont été construits sur les lieux prévus du pipeline afin d'empêcher sa construction et de développer les cultures Indigènes. Des rencontres et des ateliers ont été mis en place, accueillant plusieurs centaines de personnes et faisant du Camp Unist'ot'en un véritable lieu de vie et de promotion des cultures Indigènes.

Les différentes opérations judiciaires initiées par les Indigènes contre ce projet ont empêché l'avancement de la construction durant un peu plus de dix ans. Mais tout s'est accéléré fin 2018. Le 23 novembre, le gouvernement a envoyé une injonction fédérale afin d'obliger les Indigènes à coopérer et laisser les entreprises débuter les travaux de construction. Et le 7 janvier 2019, des forces de police et militaires ont été envoyées sur place. Elles ont mis en place des barrages pour bloquer tous les accès au camp Unist'ot'en, empêchant les habitants de sortir, de se ravitailler, et pour certains d'aller assister à l'enterrement d'un de leurs proches. Les forces de police ont également coupé toutes les communications téléphoniques et internet afin d'isoler les Indigènes.

Les escadrons armés ont alors forcé les barrages filtrants pacifiques des Indigènes et sorti de force tous les occupants des habitations. La violence de l'intervention a causé de nombreux blessés, et l'interpellation de quatorze Indigènes, dont la majorité a été retenue en détention dans l'attente de leur procès.

Des bulldozers sont alors entrés sur le territoire Unist'ot'en, et des premiers travaux ont débuté. Mais dès le lendemain, les informations sur cette intervention sont apparues dans la presse, suivies d'une vague de soutiens internationaux. Le camp Unist'ot'en a alors accueilli de nombreux militants et a mené de nouvelles actions en justice, limitant l'avancée des travaux. En se basant sur la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones, les Indigènes tentaient de faire reconnaitre ces exactions comme

illégales par la justice. Mais le 6 mars 2019, c'est le non-respect de normes environnementales par l'entreprise de construction qui a forcé les ouvriers à cesser toute activité. Par la suite, des preuves archéologiques de la présence de sites et d'artéfacts Indigènes ont été trouvées sur les lieux prévus de la construction du pipeline, obligeant les travaux à cesser jusqu'au mois de juin afin que des fouilles approfondies soient effectuées.

La situation est donc aujourd'hui au point mort, mais le projet de construction de pipeline est toujours bien d'actualité, et une équipe d'avocats financée par de grosses entreprises, avec le soutien du gouvernement Canadien font tout pour faire aboutir le projet qui prévoit en effet de rapporter plusieurs milliards de dollars.
Ce conflit pourrait paraître anecdotique, quelques Indigènes tentant de protéger leurs terres, mais il est représentatif de bien plus grands enjeux. Tout d'abord, à propos de la situation des populations Indigènes au Canada. Sur le camp Unist'ot'en, des armes automatiques et des bulldozers ont été opposés à des Indigènes non-armés et pacifiques. Le gouvernement Canadien a pénétré illégalement sur des terres indépendantes afin d'y imposer un projet de construction de pipeline, ce qui illustre bien l'absence de considération des populations Indigènes et de leurs droits par un gouvernement qui se veut toujours colonisateur en 2019. Mais cela illustre également un autre aspect : le manque de considération des enjeux environnementaux par le gouvernement Canadien. En effet, la construction d'un pipeline est une grande menace écologique. Il faut savoir que depuis l'an 2000, il y a eu 990 accidents sur des pipelines, dont les plus graves ont causé de dévastatrices marées noires, mais sont aussi la cause de 137 blessés et 34 morts. Le projet de pipeline ici défendu par le gouvernement Canadien prévoit de passer sous de nombreux fleuves et rivières, ce qui accroit d'autant plus le risque de pollution. Les populations Indigènes en sont bien conscientes, et Freda Huson, porte-parole du camp Unist'ot'en, déclare très justement : « La croyance de notre peuple est que nous faisons partie de la terre. La terre n'est pas séparée de nous. La terre nous fait vivre. Et si nous ne prenons pas soin d'elle, elle ne sera plus en mesure de nous faire vivre. C'est alors toute une génération qui trouvera la mort. » Ces mots simples mais d'autant plus forts montrent bien le réel attachement que ces personnes portent envers la terre et l'environnement.
Les populations Indigènes, leurs traditions et leurs modes de vie ont souvent été opposés à la modernité depuis l'arrivée des colons. Mais aujourd'hui, avec une prise de conscience des enjeux environnementaux de plus en plus forte dans le monde, et l'émergence de mouvement activistes comme les jeunes pour le climat, les luttes des populations Indigènes ainsi que leur relation particulière à la nature apparaissent comme un exemple pour le futur. Le camp Unist'ot'en a d'ailleurs relayé l'appel à participer aux manifestations pour le climat du 15 mars dernier.

Au regard des enjeux environnementaux actuels, il apparait évident que la société de demain ne se construira pas autour du modèle capitaliste, et encore moins du modèle colonialiste. Ainsi, plutôt que d'adopter une posture de supériorité, le gouvernement Canadien devrait au contraire faire de sa population Indigène une réelle force pour l'avenir.
Pour suivre l'évolution du camp Unist'ot'en, et éventuellement les soutenir, vous pouvez aller sur leur site internet www.unistotencamp.com ou sur leur page-facbook Unist'oten Camp.

Pierlou Vérot

RUBRIQUE INTERNATIONALE

Big Brother in China

George Orwell, 1984 : surveillance abusive, caméras et micros aussi nombreux que les habitants qu'ils surveillent. Interdiction de parler entre « camarades ». Ignorance totale de la machine infernale dont chaque habitant est le rouage. Big Brother prend, Big Brother capture mais le monde reste indifférent, car le secret est total et nimbe tout ce que Big Brother entreprend.
Une histoire qui n'a pas manqué de m'en rappeler une autre, moins fictionnelle, mais tout aussi palpitante. Celle d'un homme que l'on appellera Winston, afin de garder le secret de sa réelle identité et de jouer le jeu de Big Brother.
Winston a été moine tibétain pendant des années. Or, le Big Brother Chinois n'aime pas vraiment les tibétains, et il fait tout pour avoir le contrôle là-bas. Les habitants de cette région se savent surveillés, et cette constante torture morale les oblige à garder le silence, à ne pas communiquer entre eux. Lorsque Winston me racontait cette histoire, une phrase m'a particulièrement interpellée : « Les murs ont des oreilles. Faut pas parler, faut pas critiquer. Sinon, Pfioou… ! Tu disparais. » Et en effet, comme la Police de la Pensée d'Orwell aurait pu le faire, le frère de notre Winston tibétain a disparu, sans laisser aucune trace, sans raison, sans un mot. Sa chambre était dans le même état que la veille ; rien n'avait bougé, rien n'avait disparu, à part lui-même. Personne ne sait pourquoi ni comment.
Il faut savoir que le maître de Winston, quelques années auparavant, avait essayé de traiter avec le Parlement Chinois

et avait ensuite été contraint de partir du territoire. Winston et son frère ont plusieurs fois été interrogés par des agents pour savoir où leur maître était parti : « Les Chinois font beaucoup la Police. Ils essayent de savoir tout, tout, tout ! »

Un jour, Winston est allé voir la Police pour leur demander où était son frère. Ils n'ont d'abord publiquement rien dit. Puis, en secret, ils lui ont retourné la question. Puis il a été emmené en prison, sans aucun motif, et y est resté pendant six mois. Là-bas, on dort quatre heures par nuit, sur des paillasses, dans une pièce de quatre mètres carrés, avec sept autres personnes. Au réveil, pain dur et thé, gymnastique et chant de l'hymne chinois. Pas le droit de prier. Le reste du temps, on travailler comme des esclaves, on fabrique… des briques. Les repas sont infects. Le temps aux toilettes est déterminé par le garde : ça peut être une minute comme trois secondes.

Il y a beaucoup de monde, dans la prison : il y a tous les opposants politiques. Et pourtant, on ne se parle pas, on ne communique pas. On ne connaît personne, à part ses voisins de paillasse.

Ceux qui refusent de chanter l'hymne, ou qui désobéissent d'une quelconque manière, on leur colle froidement une balle dans la tête. Mais tout se passe dans la discrétion et le silence.

Toute envie de rébellion est morte. La seule manière d'y échapper, c'est de partir. Seulement, il est dur de partir. Ceux qui se font prendre se font tuer. Winston a réussi à partit et à venir en France, où il vit aujourd'hui, toujours dans la peur de se faire un jour rattraper par les autorités chinoises ?

Sur ses papiers, il est inscrit qu'il est de nationalité chinoise ; la nationalité tibétaine n'existe plus, et il n'a toujours pas réussi à se faire naturaliser. Il ne sait toujours pas où est son frère. Il ne sait même pas s'il est encore vivant. Il ne sait rien de ce qu'il se passe au Tibet, car toutes les informations sont filtrées, triées et censurées par le gouvernement chinois.

ZOUZE ■

IDEX

Ambition, rayonnement et compétitivité, L'IDEXLYON à Jean Monnet

C'est dans une discrétion inquiétante que le projet de fusion entre les Universités de Lyon et de Saint Etienne s'est mis en place, avant que les étudiants ne soient avertis par un mail contenantun « Document d'orientation stratégique de l'Université-Cible » le 28 mai 2019. Financé par le label IDEX, le projet prévoit la mise en place d'une « Université Cible » pour Janvier 2020. Les participants sont l'Université Claude Bernard Lyon 1, l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'Université Jean Monnet, l'École Normale Supérieure de Lyon et l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon.

Le label IDEX qui signifie « Initiative d'excellence » a été accordé aux sites de Lyon et Saint-Etienne en 2017. C'est un appel à projet lancé en 2010 par le gouvernement dans le cadre d'un « Programme Investissements d'Avenir » qui viserait « à identifier en France une dizaine de grandes universités, pôles d'excellence de rang mondial, au service de l'attractivité nationale et du rayonnement scientifique français dans le monde ». Il représente un financement de 800 millions d'euros, soit 25 millions par an, pour une durée de 10 ans. Sur le site internet de l'IDEXLYON, on peut lire que « Ce projet, soutenu par un élan collectif puissant, démontre les forces de l'Université de Lyon et vise à consolider la dynamique d'excellence du site : rayonnement de la recherche, attractivité des formations proposées, notoriété de son potentiel académique et qualité de sa gouvernance ». Ben voyons...

Les petits fouineurs que nous sommes ont naturellement été interpellés par ce joli vocabulaire libéral qui brandit des notions aussi vagues que la compétitivité, l'innovation, l'attractivité, ou encore le rayonnement international. Certain.e.s concerné.e.s, étudiant.e.s et personnel ont ainsi décelé des facettes plus problématiques de ce projet. C'est donc dans l'indifférence la plus totale qu'un petit nombre d'indignés s'est mobilisé pour décrypter les informations obtenues, et dénoncer certaines conséquences de la fusion, qui se cachent notamment derrière la prétendue « attractivité des formations proposées » et la « qualité de sa gouvernance ». Alors accrochez-vous, on part sur une bonne quantité d'acronymes.

Avec le projet IDEXLYON, l'Université Cible sera composée de 8 Pôles de Formation et de Recherche (PFR) qui regrouperont les formations de 2ème cycle, ainsi que d'une Ecole Universitaire de 1er cycle (EU1C) et d'une École Supérieure de Technologie (EST) qui à elles deux comprendront les formations de 1er cycle (post-bac).

L'EU1C est la structure qui comprendra toutes les licences universitaires et de l'ENS. Elle est pilotée par un directeur, nommé par le président de l'Université-Cible, membre du COMEX, et qui a autorité sur une administration propre. » Très peu d'informations sont données quant aux formations qui composent ce pôle, qui semble pourtant inclure la majeure partie des étudiants. On sait seulement que l'offre de formation est construite par des représentants des pôles de formation secondaire (bac +3), et que ces formations regrouperont les « parcours co-accrédités ENS-Universités ainsi que les formations sélectives ». On suppose donc que cette structure comprendra toutes les licences universitaires qui n'appartiennent pas à l'EST. Il est précisé que « Les formations qui rejoindront le pôle devront être construites avec une forte sélection des étudiants et dans l'objectif d'accueillir majoritairement des étudiants venus de l'ensemble du territoire national, ou de l'international, dès l'admission en L1. » Une phrase inquiétante qui annonce un renforcement de la sélection à l'entrée

IDEXLYON, Université de Lyon, [en ligne]

https://idexlyon.universite-lyon.fr/idexlyon/version-francaise/navigation/le-projet/l-ambition-idexlyon-creer-une-grande-universite-de-rang-mondial-3688.kjsp?RH=idexvf

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 3 p 34

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 3 p 34-34

de l'université, y compris dans les licences n'étant pas dites sélectives. Une sélection qui vise à obtenir un fort taux de réussite pour faire grimper l'Université dans les classements internationaux. Elle est permise notamment par le plan ORE (Orientation et Réussite des Etudiants) qui a donné lieu l'an dernier à la plateforme Parcours-sup qui permet à chaque université de créer son propre algorithme, décidant ainsi de ses propres critères de sélection.

La deuxième partie des étudiants de 1er cycle qui comprend les IUT et DUT, sera donc l'EST (Ecole Supérieure de Technologie). On y parle de « porter les filières d'excellence de professionnalisation à bac + 3 avec un très fort taux d'insertion »

L'Université-Cible se formera sur un modèle de gouvernance qui donne lieu à une centralisation du pouvoir décisionnel à plusieurs niveaux.

Les reste des formations, dites formations de deuxième cycle, seront réparties dans 8 Pôles de Formation et de Recherche (PFR). Voici quelques exemples qui illustrent le fonctionnement de ces pôles.

Chaque pôle dispose d'une gouvernance particulière. Ce qui semble cependant se répéter, c'est la présence de « personnalités extérieures » au sein des différents conseils de pôles, les conseils de pôles étant les instances décisionnaires. Dans le pôle « Education et sport » qui regroupe les filières de STAPS, ESPE et Sciences de l'Education, on peut voir que le conseil de pôle est composé de « 30 membres élus issus par les structures internes du pôle dont cinq étudiants » ainsi que de « 10 personnalités extérieures, proposées par le directeur de pôle, en lien avec les structures internes ». Le directeur de pôle étant lui-même nommé par le président de l'Université-Cible. Autre exemple, le conseil du pôle Ingénierie est constitué de « 18 élus et 18 personnalités extérieures et il est présidé par le directeur du pôle ». En plus de faire preuve d'un cruel manque de démocratie dans la désignation des membres qui constituent les différents conseils, il est inquiétant de voir l'ampleur du pouvoir attribués à ces « personnalités extérieures », dont on ne connait pas encore le rôle et l'identité mais dont on peut imaginer qu'ils agiront comme leur nom l'indique selon leurs intérêts « extérieurs ».

En ce qui concerne le pôle ingénierie, qui comprend l'INSA Lyon, de l'Université Lyon 1 : département informatique et département génie électrique et des procédés, l'école Polytech Lyon, Université de Saint-Etienne : Faculté des sciences et techniques avec les départements physique / informatique / chimie / génie et sciences industrielles, et l'école Télécom Saint-Etienne, est quant à lui dirigé par le directeur de l'INSA Lyon. Toutes ces parties seront donc dirigées par le directeur de l'INSA, puisque l'INSA est la seule école avec l'ENS, à conserver sa personnalité morale. Ma question : pourquoi confier la direction de toutes ces formations (dont des formations universitaires) au directeur d'une grande école d'ingénieurs ?

Le pôle Sciences et Humanité vient lui aussi illustrer l'ampleur du pouvoir confié à ces deux écoles. Il est composé de « L'ENS de Lyon, avec les départements et laboratoires de l'UFR Faculté des Sciences de Lyon 1, ceux de l'Observatoire des sciences de l'univers OSU (École interne de Lyon 1), ceux des facultés des lettres et civilisations, des langues et de philosophie de Lyon 3 et ceux des facultés arts, lettres langues, sciences humaines et sociales et département d'études politiques et territoriales, économie et de la faculté des sciences et techniques de l'Université Jean Monnet » . Autant dire que ça fait du monde. Le conseil de pôle y est composé de « 4 : 16 membres élus : quatre pour chaque entité Lyon 1, Lyon 3, ENS de Lyon et St-Etienne, soit (un A, un B, un BIATSS, un étudiant) par entité ;

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 1 p.32

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 3, p.29

16 personnalités extérieures, dont huit sont partagées avec le CA de l'ENS de Lyon. » On a donc dans ce conseil 12 représentants de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon et seulement 4 pour les autres établissements. Encore une fois, pourquoi donner à une grande école extrêmement sélective du pouvoir sur les filières universitaires littéraires ? Il semble intéressant de mentionner à cette occasion que le directeur de l'IDEXLYON (qui dirige donc le projet) est Jean François Pinton, aussi connu pour être le président de l'ENS.

En ce qui concerne la gouvernance de l'Université Cible, voici un bref résumé de ce qui nous attend. Les grandes instances décisionnelles sont le CA (conseil d'administration), le COMEX (comité exécutif), et l'Assemblée académique.

Le CA rassemble le Conseil d'établissement (CE) et le Conseil d'Orientation Stratégique (COS).

Il est présenté comme étant composé à 50% de membres élus et à 50% de « membres extérieurs ». Seul 18 membres seront donc élus pour représenter le personnel et les étudiants, Ils feront partie du CE. S'ajoutent ensuite six « personnalités extérieures » à l'Université-Cible qu'il me semble intéressant de citer : 1 représentant de la région Auvergne-Rhône-Alpes ; 1 représentant de la Métropole de Lyon ; 1 représentant de la Métropole de Saint- Étienne ; Le président du CNRS ou son représentant ; Le président de l'INSERM ou son représentant ; 1 représentant du monde économique désigné conjointement par le MEDEF, le CPME, la CCI Lyon-Métropole – Saint-Etienne – Roanne. Ainsi qu'un représentant pour chaque grande école : l'INSA et l'ENS. Et oui, rappelez-vous, les seuls établissements qui conservent leur personnalité morale et juridique !
Le COS quant à lui, regroupe des membres extérieurs à l'Université qui seront désignés pour « apporter à l'établissement une expérience externe et une expertise indépendante ». En ce qui me concerne, c'est surtout l'indépendance de l'Université qui me préoccupe. Vouloir des avis extérieurs c'est une chose, mais donner à ces avis 10 voix sur 36 dans le conseil d'administration d'une université, en est une autre ! Rappelons qu'il s'agit de l'instance décisionnaire d'un établissement publique de recherche et d'enseignement qui décidera notamment des moyens attribués aux différents pôles. Le CA élit également le président de l'Université cible qui par la suite le préside.
Le COMEX (Comité exécutif) est lui aussi présidé par le président de l'Université-Cible. Comme son nom l'indique, il possède un pouvoir exécutif. « Il est composé du président et de son équipe, des directeurs des PFR, du directeur de l'EU1C, du directeur du campus de Saint-Étienne, du directeur général des services (DGS) de l'Université-Cible. » Le COMEX comprend donc un représentant de chaque pôle d'enseignement et de recherche, et seulement un représentant pour toute l'EU1C qui rappelons-le désigne l'Ecole Universitaire de Premier Cycle, soit tout ce qui se trouve en dessous du niveau bac +3.
L'Assemblée académique, quant à elle, regroupe des membres et représentants du personnel et des étudiants des différents pôles... et est strictement consultative ! Inutile de préciser qu'elle est présidée par le président de l'Université Cible !
Au-delà de cette nouvelle organisation, on s'inquiète de la qualité de l'enseignement, notamment pour les licences de l'EU1C. Les expériences de fusions connues montrent une tendance à la précarisation de l'enseignement en licence afin de réduire certaines dépenses. C'est notamment ce qui s'est passé pour AMU (Université Aix Marseille) où les dépenses engendrées par la fusion n'ont pas toutes été couvertes par le financement du label IDEX. On peut lire dans un article du Monde Diplomatique paru en septembre 2016, le témoignage d'un enseignant qui explique que « pour faire face à cette difficulté

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 3, p.31

Université Lyon 2020, Documents d'orientation stratégique pour l'Université Cible, Mai 2019, Livre 1, p.24

AMU et les autres universités transforment beaucoup de postes de titulaire en postes ATER (attaché temporaire d'enseignement et de recherche), contrats d'un an renouvelables une fois et rémunérés au lance-pierre (4). Leur nombre ? « Confidentiel », botte en touche la direction des ressources humaines » .

Enfin, c'est la suppression de certaines filières stéphanoises que l'on craint à l'Université Jean Monnet. Avec la fusion, on s'attend à ce que l'Italien, l'Allemand ou les Lettres Classiques ne soient disponibles qu'à Lyon. Une sacrée amélioration pour les étudiants !
Finalement, si le projet de l'Université Cible é été discrètement réalisé, sans consultation de l'ensemble des étudiants et personnels qui composent les établissements concernés ça n'est pas pour rien. Au-delà des belles paroles qui viennent nous vendre réussite et rayonnement international, son fonctionnement implique une baisse considérable de démocratie avec des décisions prises d'en haut, main dans la main avec les grandes écoles et les partenariats privés, le tout couronné d'une baisse de la qualité et des s de l'enseignement. Elle prévoit un renforcement de la sélection dès la licence, tendance dont les résultats ne sont plus à prouver, ce sont les étudiants les plus socialement défavorisés qui sont les premiers touchés. Mais qu'importe puisqu'il nous faut une université compétitive !
L'Université libre n'est pas un rêve, chers lectrices et lecteurs, mais une réalité dont nous éloignons peu à peu en confiant le pouvoir du savoir à ceux qui possèdent déjà celui de l'argent, et en orientant notre recherche et notre enseignement vers les intérêts du système économique en place, dont on sait pourtant qu'il est condamné.

Jade ■

PETIT LABO

Commissure des lèvres, fossilisation de ton sourire. Ton visage figé me fait de l'œil, et qui sait oh combien j'ai envie, oh combien je désire y apposer ma main chaude et moite. Mes doigts parcourent chacun de tes plis, chacune de tes rides, chacune de tes imperfections. Ma paume réchauffe tes froides pommettes. Tes cils me chatouillent les mains, tes sourcils me piquent. Ton absence de souffle me torture, ton absence de vie déchire mon cœur. Ta passivité m'écœure, ton regard me traverse. Tes lèvres sont figées en un rictus vide de toute haine et de toute affection. De même, tes mains sont collées sagement sur tes jambes croisées. Ton cou, sache-le, ne me donne aucunement envie de l'embrasser, de le sentir ou de le mordre. Je ne désire point te goûter, car pour moi tu es aussi fade qu'une salade de pommes de terre sans pommes de terre. Il n'existe aucune étincelle de folie en toi, ni aucune étincelle de génie. Et cette absence de plussoyance me manque, je n'arrive pas à la trouver chez toi, et cela me fait paniquer, et je suis frustrée de savoir que j'accorde autant de temps et d'importance à un truc aussi peu intéressant et aussi plat. Et je suis énervée, alors mes sourcils se froncent, mes yeux s'assombrissent, et mes traits se durcissent, et mes rides se creusent, et ma bouche se tord, car je ressens une émotion. Et ça, tu ne le comprends, car tu n'es qu'une coquille vide, avec ton intelligence placide et ta neutralité acide. Tu ne sais pas ce qui vit dans mon cœur alors ton rictus figé s'agrandit. Et tu me méprises, je le vois sur ton visage de poupée de cire, alors je suis encore plus en colère, et plus ma rage grandit plus je remarque à quel point tu es faux et à quel point tu m'énerves. Et j'ai fortement envie de me venger de ton dictat du mépris et du déni, tu n'imagines pas à quel point, oh combien je veux te défigurer et t'ôter ton petit rictus, oh combien j'ai envie de t'épicer, de te transformer en ragoût, pauvre morceau de viande. Mais tu ne mérites pas que je m'attarde sur toi et ton intelligence placide et ta neutralité acide. Alors j'essaye d'effacer ton rictus et ton visage lisse de ma mémoire, tes mains sagement apposées sur tes genoux je les sors de ma tête, je m'en détourne, je ferme les yeux, je soigne ma colère. Oh, mais que vois-je juste à côté de toi ? Ton jumeau, un autre Monsieur Tout-le-Monde. Eh bien puisqu'il en est ainsi je crois que je vais garder les yeux fermés, dans mon monde de folie et d'épices, où il fait plus chaud, c'est mieux pour ma santé.

zouz ■

Que nous reste-t-il ?

Tic-Tac-Toc-Tic
L'aliénation comme seul tic
Des rats grignotent mon reste de sérénité
J'essaie de leur échapper en retournant me cacher
Mais rien n'y fait, tout me poursuit
Le monde, l'argent, l'aristocratie
Je dois hocher la tête à chaque exclamation
Sous peine de finir le cerveau explosé comme un melon
Alors je frappe, je tape, je gratte
Je signe sans regarder les conditions de leur charte
On m'avait promis du soleil et des nanas
J'ai juste reçu 100 € de plus au RSA
Alors ouais, j'me plains, j'ai le droit
Qu'est-ce que j'ai de moins que ceux-là
Pourquoi dois-je mourir pour un roi
Qui a décidé de s'établir ici-bas
Prenons le marteau, ouvrons le feu
Allumons les brasiers, invoquons les Dieux
L'odeur de cramé sera signe de liberté
Comme un bon repas de marshmallow grillés
Tic-tac-Toc-Tic
On est tous conviés en Enfer pour un pique-nique

Lukas Tadri ■

Un jour comme ce moineau

Un jour comme ce moineau
Serai mort dans le caniveau
Viscères à l'air pleines d'asticots
Le vif fuyant par les boyaux
Pas avant que d'être fatigué
Pas avant de ne plus pouvoir arquer
Partir repu de tous et de tout
Partir de tout revenu.
J'ai mes rations d'hydre anti-terre,
Ma dose de fascisme quotidien aux frontières,
Mes fractions nerfs, mon inter-nation au parterre,
Une réflexion politique au point mort.
Et la justice, dans tout cela ?
Retour à loi de l'amie lice. De la peau lisse. De ma traque à ta traque,
Evidemment, c'était trop facile, démons crasses et patraques.
A Noël, le représentant de la Nation, armé de lance-boules mutilantes,
Et toujours prêt à viser soigneusement entre les deux yeux, dé-

prime,
On offre alors, pour service rendu et caresse dans le sens du poil, excitante,
Comme une compromission, une corruption miniature, en espèces, des primes.

NIF ■

Urnes Funéraires

A toi, peuple fasciste.
A toi, peuple raciste.
A toi, peuple mouton.
A toi, peuple de cons.
Je ne serai pas tendre avec toi, mon pays,
Mon pays qui sourit face à la tyrannie.
Je ne serai pas tendre avec toi, mon ami,
Mon ami qui soutient toujours les plus pourris.
A toi le prolétaire,
Puis à toi, l'ouvrière,
Toi qui viens d'outre-mer,
Et puis toi qui galères.
Dis, mon ami, qui de la haine ou du patron
Te prendra un peu moins, mon ami, pour un con ?
C'est pourtant plutôt simple un papier dans une urne,
Mais ce matin je crois que l'urne est funéraire.
Alors tant que le jour ne devient pas nocturne,
Laisse-moi te parler, mon pays mortifère.
Te souviens-tu la guerre et l'inhumanité
Dont les héritiers sont là, devant l'Elysée ?
Te souviens-tu la lutte que tu as menée
Contre les tout-puissants ivres de trop gagner ?
Moi, j'ai bien l'impression que tu as oublié,
Puis que tu as plongé au fond de l'amnésie.
Mais l'amnésie parfois peut conduire à la perte.
Mon pays, qu'attends-tu ? Il faut donner l'alerte.
Alors, oui ce matin, j'ai mal en regardant
Mon pays inconscient, mon pays révoltant,
Et je t'en veux, je crois, de n'avoir pas pensé,
Ou bien d'avoir pensé ces ignobles idées.
Mais pour toi, mon pays, j'irai le point levé
Car je garde l'espoir de lendemains dorés.
Comme disait Ferré au milieu de ces fous :
« Nous ne mourrons plus de rien, nous vivrons de tout. »

Pierlou Vérot ■

LA PAUSE PHILO

En 1908, dans Ce que je crois, Emma Goldman résume sa pensée et sa vision de l'anarchisme de manière à «être la plus claire possible sans utiliser trop de place». En voici un extrait concernant le gouvernement (mais nous vous conseillons l'entièreté de l'ouvrage facile et rapide à lire) !
En ce qui concerne le gouvernement...
Je pense que le gouvernement, autorité institutionnelle ou État, est utile uniquement pour perpétuer et protéger la propriété et le monopole. Il ne s'est révélé efficace que dans cette fonction. Le gouvernement, comme promoteur de la liberté individuelle, du bien-être humain et de l'harmonie sociale, qui seuls constituent un ordre réel, a été condamné par tous les grands hommes dans le monde entier.
Je pense donc, avec mes camarades anarchistes, que les réglementations statutaires, les textes de loi législatifs et les dispositions constitutionnelles sont invasives. Ils n'ont jamais décidé l'homme à faire tout ce qu'il pouvait, ou ne voulait pas faire, en vertu de son intelligence et de son tempérament, ni d'empêcher quoi que ce soit que l'homme était décidé à faire selon ces mêmes aptitudes. Le tableau de Millet, L'Homme à la Houe,[2] les chefs d'œuvres de Meunier[3] sur les mineurs qui ont aidé à sortir le travail de sa condition dégradante, les descriptions de la pègre de Gorki, les analyses psychologiques de la vie humaine de Ibsen, n'auraient jamais pu être induites par un gouvernement, pas plus que l'état d'esprit qui pousse un homme à sauver un enfant de la noyade ou une femme invalide dans un bâtiment en feu n'a jamais été suscité par des réglementations statutaires ou la matraque d'un

policier. Je crois — je sais, en réalité — que tout ce qui est bien et beau dans l'être humain s'exprime et s'affirme malgré le gouvernement et non grâce à lui.
Les anarchistes ont donc raison d'affirmer que l'anarchisme — l'absence de gouvernement — fournira le cadre le plus étendu pour un développement sans entrave de l'être humain, pierre angulaire d'un progrès et d'une harmonie sociale.
Quant à l'argument stéréotypé selon lequel le gouvernement agit comme rempart contre le crime et le vice, même les législateurs n'y croient plus. Ce pays dépense des millions de dollars pour garder ses « criminels » derrière les barreaux, et pourtant les crimes augmentent. Cet état de fait n'est certainement pas dû à une insuffisance de lois ! Quatre-vint dix pour cent des crimes sont commis contre la propriété, et ont leurs racines dans les inégalités économiques. Aussi longtemps que celles-ci existeront , nous pourrons transformer chaque réverbère en gibet sans obtenir le moindre résultat sur le crime dans notre société. Les crimes résultant de la génétique ne peuvent certainement pas pas être guéris par la loi. Nous découvrons encore aujourd'hui de manière indiscutable que de tels crimes peuvent être efficacement soignés par les meilleurs méthodes médicales modernes à notre disposition, et, avant tout, par un plus grand sens de la camaraderie, de l'altruisme et de la tolérance.

Le Gueuloir c'est un journal étudiant stéphanois aux tendances libertaires. C'est un papelard pour se lâcher, pour rêver, rétorquer, critiquer, interpeller et gueuler un bon coup contre les réformes actuelles et contre cette chienne de société ! Il s'agit d'un défouloir, d'un espace pour lâcher-prise, d'une tribune pour les sans-voix, et aussi une page vierge pour les artistes. Bien qu'ayant pris pied dans le monde étudiant, le Gueuloir n'est pas sectaire et c'est avec plaisir que nous accueillerons les écrits des gueulard.e.s de tout âge qui se reconnaissent dans le journal et ont envie de s'exprimer.

Une nouvelle rubrique sur Numéro Zéro !
http://lenumerozero.lautre.net/-Le-Gueuloir-73-

Mail : legueuloir@riseup.net

Fb : https://www.facebook.com/legueuloirjournal/

JEU

5	3			7				
6			1	9	5			
	9	8					6	
8				6				3
4			8		3			1
7				2				6
	6					2	8	
			4	1	9			5
				8			7	9

Réponse du mot croisé n°3 du Hors-série du 1er mai :

1. Lingg
2. grève
3. Haymarket
4. Repression
5. Bombe
6. Innocentés
7. Police
8. Manifestation
9. Travail
10. Paris
11. Chicago
12. Heures
13. Sept
14. Anarchistes
15. Pendaison